**POUR DES ADMINISTRATIONS AU SERVICE DES CITOYENS ET DE LA SOCIETE !**
**NOS MISSIONS DOIVENT POUVOIR ÊTRE PLEINEMENT AU SERVICE DES CITOYENS ET DE LA SOCIÉTÉ !**

Aux Finances et plus largement dans toute la fonction publique de l'État, l'entreprise de démolition des politiques publiques, des services publics et de l'emploi public se poursuit.
Nos conditions de travail ne cessent de se dégrader. Nous avons besoin de véritables moyens pour faire fonctionner correctement nos services et exercer toutes nos missions, dans de bonnes conditions, permettant une vraie couverture de terrain et garantissant une égalité de traitement des territoires, des entreprises et des citoyens.

Nous sommes utiles à la société ! Nous informons et gérons au quotidien les droits et obligations des citoyens, des entreprises, des acteurs publics. Nous luttons contre la fraude et la criminalité fiscale, commerciale, économique et sanitaire, environnementale, au plan local, national, européen et international.

La CGT réaffirme la nécessité et l'importance de ces politiques publiques. Elles sont une protection pour la population.

Alors que notre sens du service public est régulièrement reconnu dans la société, notre pouvoir d'achat ne cesse de se dégrader par le gel, depuis plus d'une décennie, de la valeur du point d'indice (base de calcul de nos salaires).

**Ces politiques publiques sont autant de domaines d'excellence qui démontrent la cohérence de nos missions contre la délinquance économique et financière.**

Pour la CGT, ça n'est pas en vendant à la découpe les missions des administrations fiscales et économiques de Bercy, en détruisant leurs réseaux, leur maillage territorial, en menaçant la pérennité de leurs laboratoires communs en charge de la recherche et du développement en matière de fraude ou de sécurité des produits, que ces politiques publiques pourront être correctement mises en œuvre. C'est, au contraire, par leur renforcement et la complémentarité de leurs missions que le service public fiscal, financier, économique et environnemental, dont les citoyen-n-e-s et les usager-e-s ont droit, sera plus efficace.

La CGT, dans un cadre unitaire le plus large possible, s'inscrit et soutient totalement la mobilisation initiée, le 10 mars prochain, par les organisations syndicales de la Direction générale des douanes et des droits indirects pour notamment :

>>> La défense, la reconquête et le développement des politiques publiques,
>>> La restauration et le renforcement du maillage territorial des services,
>>> L'engagement d'un plan pluriannuel de recrutement d'agents fonctionnaires et la titularisation des personnels non-titulaires,
>>>La reconnaissance pécuniaire des qualifications par la revalorisation significative de la valeur du point et de véritables déroulements de carrière.
>>>La reconnaissance de la pénibilité du travail et un droit au départ anticipé à la retraite.

Ces revendications sont les nôtres !

**C’est pourquoi nous participerons au rassemblement organisé à Paris, devant l’Assemblée Nationale, à partir de 11 heures 30, le 10 mars.**

Nous appelons les personnels à se mobiliser ce 10 mars, à participer pour celles et ceux qui le peuvent, à la mobilisation nationale parisienne. Un préavis sera déposé par la fédération des finances auprès du Ministère.

Rassemblés et déterminés, faisons entendre nos revendications !

**fichiers:** Télécharger communique_commun_douanes_17022022.pdf (691.43 Ko)
**Public:** Infos / actions
Luttes 2022

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank